



Quoiqu'en disent Sarkozy et son gouvernement sur la sortie de la crise, les dégâts sociaux et économiques s'aggravent dans la Nièvre, en France, en Europe et dans le Monde,

La crise n'est pas finie !

Dans la Nièvre, salariés, privés d'emploi, retraités souffrent.

Près de 30 % de chômeurs en plus dans la Nièvre, la précarité s'accélère, 1300 emplois industriels supprimés en un an auxquels vont s'ajouter ceux à venir de Look, Selni, Imphy... et les emplois dans la fonction publique et services publics sous le coup de la RGPP et des privatisations (dans la santé, l'éducation, la justice, la Poste....) Le pouvoir d'achat est en berne. De nouvelles attaques contre notre système solidaire de protection sociale sont prévues : les retraites avec le projet d'allongement de la durée de cotisation, et remise en cause des bonifications pour les mères ; déremboursement de médicaments, augmentation du forfait hospitalier après l'instauration des franchises médicales.....

La crise n'est pas pour tout le monde !

Pendant ce temps, les banques, les grands groupes, les grosses fortunes continuent d'empocher des milliards avec l'aide de fonds publics. Sarkozy et le gouvernement, un temps freinés par les mobilisations, comptent poursuivre et amplifier les mêmes recettes que celles qui nous ont conduit à cette crise.

Sortir de la crise, c'est possible !

A partir de nos revendications exprimées dans les entreprises, les services, les professions, les territoires

**RETROUVONS NOUS
TOUS ENSEMBLE
pour obtenir satisfaction le**

MERCREDI 7 OCTOBRE à 17 h

devant la Préfecture à Nevers.

*Cette journée s'inscrit dans la journée mondiale
pour le travail décent à l'appel
de la confédération syndicale internationale.*

**A crise mondiale
réponse internationale !**

Les organisations syndicales appelantes réaffirment pour cela leur volonté d'aboutir sur **les 10 points de la plate forme revendicative unitaire précisée le 25 mai :**

- la revalorisation du SMIC, minima sociaux, pensions, retraites,
- toute aide publique conditionnée à des contreparties,
- la mise en œuvre d'un plan ambitieux pour l'emploi et les jeunes,
- la suppression du bouclier fiscal et de la défiscalisation des HS,
- l'arrêt des suppressions de postes dans la fonction publique,
- une autre politique salariale, industrielle et d'emploi pour résorber la précarité,
- une amélioration de l'accès et du niveau d'indemnisation du chômage partiel,
- la redistribution des richesses produites au profit des salariés,
- l'utilisation des aides publiques au bénéfice de l'emploi et des jeunes,
- le respect et l'amélioration des